

## Obligations de l'employeur en fonction des seuils d'effectifs

Ce tableau récapitule les **principales obligations de l'employeur en fonction de l'effectif de la structure, ou de l'établissement**, en équivalent temps plein (ETP). Ces obligations sont **cumulatives**, vous devez donc regarder l'ensemble du tableau.

Pour le calcul de l'effectif, vous pouvez vous référer à la fiche pratique Z1-037.

< : « inférieur à » (exemple « < 10 » = de 0 à 9,99 salariés ETP)

≤ : « inférieur ou égal à » (exemple « ≤ 10 » = de 0 à 10 salariés ETP)

> : « supérieur à » (exemple « > 10 » = à partir de 10,01 salariés ETP)

≥ : « supérieur ou égal à » (exemple « ≥ 10 » = à partir de 10 salariés ETP)

Effectif ETP	Obligations de l'employeur	
	Gestion du personnel	Relations collectives
≥ 7		<b>Délégués du personnel</b> - Mise en place (C. trav., art. L 2312-1 et CCNS, art. 3.3.1) - Nombre de délégués variant selon l'effectif (C. trav., art. R.2314-1 et CCNS, art. 3.3.1) <sup>1</sup> - Crédit d'heures pour les titulaires : 2h mensuelles dans les entreprises de moins de 11 salariés, 10h dans les entreprises de 11 à 50 salariés, 15h au-delà (CCNS, art. 3.3.2)
≤ 9	<b>Cotisations de sécurité sociale et chômage</b> Païement trimestriel (CSS, art. R. 243-6)	
> 9	<b>Cotisations de sécurité sociale et chômage</b> Païement mensuel (CSS, art. R. 243-6)  <b>Versement de transport</b> (C. gen. coll.terr., art. L. 2333-64)	
≤ 10	<b>Heures supplémentaires</b> La contrepartie obligatoire en repos est égale à 50% de chaque heure supplémentaire effectuée au-delà du contingent (C.trav., art. L 3121-11).	
≥ 10	<b>Assujettissement au forfait social</b> (CSS, art. L137-15 à L. 137-17)  <b>Formation professionnelle</b> Rémunération du congé de formation économique social et syndical (C. trav., art. L.3142-8)	
≥ 11		<b>Conseiller du salarié</b> Crédit d'heures : 15h par mois (C.trav., art. L.1232-8)
< 20	<b>Heures supplémentaires</b> Déduction de cotisations patronales sur les heures supplémentaires (CSS, art. L241-18)  <b>Cotisation accident du travail</b> Application d'un taux collectif (CSS, art. D. 242-6-2)	

<sup>1</sup> De 7 à 10 salariés : 1 titulaire ; de 11 à 20 salariés : 1 tit. et 1 suppl. ; de 21 à 74 sal. : 2 tit. et 2 suppl. ; de 75 à 99 sal. : 3 tit. et 3 suppl. ; de 100 à 124 sal. : 4 tit. et 4 suppl. ; de 125 à 174 sal. : 5 tit. et 5 suppl. ; de 175 à 249 sal. : 6 tit. et 6 suppl. ; de 250 à 499 sal. : 7 tit. et 7 suppl. ; de 500 à 749 sal. : 8 tit. et 8 suppl. ; de 750 à 999 sal. : 9 tit. et 9 suppl. ; à partir de 1000 sal. : 1 tit. et 1 suppl. par tranche supplémentaire de 250 sal.

Effectif ETP	Obligations de l'employeur	
	Gestion du personnel	Relations collectives
≥ 20	<b>Règlement intérieur</b> Mise en place (C. trav., art. L. 1311-2 ; cf. modèle dans les fiches pratiques, partie Z1)  <b>Travailleurs handicapés</b> Emploi à hauteur de 6% de effectif (C. trav., art L 5212-1; cf. modèle dans les fiches pratiques, partie Z1)  <b>Cotisation accident du travail</b> Application d'un taux mixte (CSS, art 0. 242-6-2)  <b>Fnal</b> Cotisation supplémentaire (CSS, art L 834-1)	
> 20	<b>Heures supplémentaires</b> La contrepartie obligatoire en repos est égale à 100% de chaque heure supplémentaire effectuée au-delà du contingent (C.trav., art. L. 3121-11 ; CCNS, art. 5.1.2.1)	
< 25	<b>Réfectoire</b> Mise à disposition d'un emplacement pour se restaurer, dans de bonnes conditions d'hygiène et de sécurité, à la demande des salariés (C. trav., art. R.4228-22)	
≥ 25	<b>Réfectoire</b> Mise en place d'un local de restauration lorsqu'au moins 25 salariés demandent à prendre leur repas sur les lieux de travail : sièges, tables, robinet d'eau potable (froide et chaude), réfrigérateur, installation pour réchauffer les plats (C. trav., art. R.4228-22)	
7 < 50		<b>Délégués du personnel</b> - Mission du CHSCT (C. trav., art. L 4611-3) - Désignation possible comme délégué syndical (CCNS, art. 3.2.1) - Désignation possible comme représentant de section syndicale (C.trav., art.L. 2142-1-4 ; cf. fiche pratique I1-033)  <b>Négociation</b> Si un délégué syndical est désigné, négociation annuelle obligatoire (salaire, temps de travail, etc.)
< 50	<b>Incendie</b> Instruction sur l'évacuation rapide des personnes (C. trav., art. R. 4227-37)	
≥ 50	<b>Plan de sauvegarde de l'emploi</b> Mise en place pour un licenciement économique d'au moins 10 salariés sur 30 jours (C.trav., art.L.1233-61)  <b>Relevé mensuel des contrats de travail</b> (C.trav., art. D.1221-28)	<b>Comité d'entreprise</b> - Mise en place (C. trav., art. L. 2322-1) - Nombre d'élus variant selon l'effectif (C. trav.art. R. 2324-1) <sup>2</sup> - Crédit d'heures : 20h maximum par mois pour les titulaires (C.trav., art. L 2325-6)  <b>Représentant de la section syndicale</b> Désignation d'un représentant de la section syndicale par un syndicat non représentatif (C. trav., art. L. 2142-1-1)  <b>Négociation</b> Négociation d'un accord ou plan d'action sur la prévention de la pénibilité (CSS, art. L. 138-29)  <b>CHSCT</b> - Mise en place (C.trav., art. L. 4611-1) - Nombre d'élus variant selon l'effectif (C.trav., art. R.4613-1) <sup>3</sup> - Crédit d'heures (C.trav., art. L. 4614-3) <sup>4</sup>
> 50	<b>Incendie</b> - Affichage des consignes d'incendie (C.trav., art. R.4227-37) - Système d'alarme sonore (C. trav., art. R. 4227-34)	<b>Délégué syndical</b> - Désignation possible d'un délégué syndical représentatif (C.trav., art.L.2143-3 ; art. R.2143-2 ; CCNS, art. 3.2.1) <sup>5</sup> - Droit à un crédit d'heures (CCNS, art. 3.2.4) <sup>6</sup> - Si un délégué syndical est désigné : négociation d'un accord ou

<sup>2</sup> De 50 à 74 salariés : 3 titulaires et 3 suppléants ; de 75 à 99 sal. : 4 tit. et 4 suppl. ; de 100 à 399 sal. : 5 tit. et 5 suppl. ; de 400 à 749 sal. : 6 tit. et 6 suppl. ; de 750 à 999 sal. : 7 tit. et 7 suppl. ; de 1000 à 1999 sal. : 8 tit. et 8 suppl. ; de 2000 à 2999 sal. : 9 tit. et 9 suppl.

<sup>3</sup> De 50 à 199 salariés : 3 membres ; de 200 à 499 sal. : 4 membres ; de 500 à 1499 sal. : 6 membres ; au moins 1500 sal. : 9 membres.

<sup>4</sup> De 50 à 99 salariés : 2h par mois ; de 100 à 299 sal. : 5h par mois ; de 300 à 499 sal. : 10h par mois ; de 500 à 1499 sal. : 15h par mois ; au moins 1 500 sal. : 20 h par mois.

<sup>5</sup> De 50 à 999 salariés : 1 délégué par organisation représentative ; de 1000 à 1999 salariés : 2 déléguées par organisation représentative.

<sup>6</sup> De 50 à 49 : 2h par mois ; de 50 à 150 salariés : 10h par mois ; de 151 à 499 salariés : 15h par mois ; au moins 500 salariés : 20h par mois.

Effectif ETP	Obligations de l'employeur	
	Gestion du personnel	Relations collectives
		plan d'action sur l'égalité professionnelle ( <i>C. trav., art. L2242-5-1</i> ), négociation annuelle obligatoire (salaires, temps de travail, etc.) et d'un accord sur le droit d'expression ( <i>C. trav., art. L.2281-5</i> )
≥ 150	<b>Cotisation accident du travail</b> Application d'un taux individuel ( <i>CSS, art.D.242-6-2</i> )	
50 < 200		<b>Délégation unique du personnel</b> Mise en place facultative ( <i>C. trav., art.L. 2326-1</i> )
≥ 200		<b>Section syndicale</b> Mise en place d'un local syndical commun ( <i>C. trav., art. L.2142-8</i> )  <b>Comité d'entreprise</b> - Création d'une commission de la formation professionnelle ( <i>C. trav., art. L. 2325-26</i> ) - Création d'une commission de l'égalité professionnelle ( <i>C. trav., art. L. 2325-34</i> )
≥ 250	<b>Service social</b> Mise en place ( <i>C. trav., art. L.4631-1</i> )	
50 < 300		<b>Délégué syndical</b> De droit représentant syndical au comité d'entreprise ( <i>C. trav. Art. L. 2143-22</i> )  <b>Comité d'entreprise</b> - Information trimestrielle : l'évolution générale des commandes et de la situation financière, l'exécution des programmes de production, les retards de paiement des cotisations de sécurité sociale ( <i>C. trav., art. L.2323-46</i> ) - Rapport annuel sur la situation économique de l'entreprise ( <i>C. trav., art. L. 2323-47</i> )
≥ 300	<b>Bilan social</b> Etablissement ( <i>C. trav., art. L. 2323-69</i> )	<b>Comité d'entreprise</b> - Représentant syndical au CE désigné par chaque syndicat ayant des élus au CE ( <i>C. trav., art. 2324-2</i> ) - Création d'une commission d'information et d'aide au logement ( <i>C. trav., art. L. 2325-27</i> ) - Information trimestrielle : évolution générale des commandes et situation financière, exécution des programmes de production, retards de paiement des cotisations de sécurité sociale ( <i>C. trav., art. L. 2323-50</i> ) - Information trimestrielle : équipement ou méthodes de production et d'exploitation ; situation de l'emploi ; recours aux CDD, contrats de mission et contrats conclus avec une entreprise de portage salarial ; stagiaires ( <i>C. trav., art., L. 2323-51</i> ) - Rapport annuel d'ensemble sur la situation économique et les perspectives de l'entreprise pour l'année à venir ( <i>C. trav., art. L.2323-55</i> ) - Rapport annuel sur la situation comparée des conditions générales d'emploi et de formation des femmes et des hommes dans l'entreprise ( <i>C. trav., art. L.2323-57</i> ) - Recours à un expert technique ( <i>C. trav., art. L. 2325-38</i> )  <b>Négociation</b> Négociation triennale obligatoire (GPEC, salariés âgés, etc.) ( <i>C. trav., art. L.2242-15 ; C. trav., art.L.2242-19</i> )
> 300		<b>Comité d'entreprise</b> Remise du rapport annuel relatif aux actions de formation à la sécurité ( <i>C. trav., art. R. 4143-2</i> )  <b>CHSCT</b> Désignation d'un représentant syndical par chaque organisation syndicale représentative ( <i>ANI 17 mars 1975 modifié</i> )
≥ 500	<b>Service de santé</b> Choix entre un service autonome ou un service de santé au travail interentreprises ( <i>C. trav., art. D.4622-5</i> )	<b>Section syndicale</b> Crédit d'heures pour négocier un accord : 10h par an ( <i>C. trav., art. L.2143-16</i> )  <b>Délégué syndical supplémentaire</b> Désigné par une organisation syndicale représentative si elle a obtenu un ou plusieurs élus dans le collège des ouvriers et employés lors de l'élection du comité d'entreprise et s'il compte au moins un élu dans l'un des deux autres collèges ( <i>C. trav., art.L.2143-4</i> )

Effectif ETP	Obligations de l'employeur	
	Gestion du personnel	Relations collectives
≥ 501		<b>Représentant syndical au CE et CEE</b> Crédit d'heures : 20h maximum/mois ( <i>C.trav. art.L.2325-6</i> )
≤ 1000	<b>Licenciement économique</b> Proposition du contrat de sécurisation professionnel au salarié licencié ( <i>C.trav., art.L.1233-65</i> )	
≥ 1000	<b>Licenciement économique</b> - Proposition d'un congé de reclassement ou d'un congé de mobilité au salarié licencié ( <i>C.trav., art.L.1233-71 ; C.trav., art.L.1233-77</i> ) - Contribution destinée au financement de la revitalisation du bassin d'emploi ( <i>C.trav., art.L. 1233-86</i> )	<b>Section syndicale</b> Crédit d'heures pour négocier un accord : 15h par an ( <i>C. trav., art. L.2143-16</i> )  <b>Comité d'entreprise</b> Création d'une commission économique ( <i>C.trav. art. L.2325-26</i> )
50 < 2000		<b>Délégué syndical central</b> Désignation par chaque syndicat représentatif dans l'entreprise d'un délégué syndical d'entreprise parmi les délégués syndicaux d'établissement ( <i>C.trav. art.L.2143-5</i> )